



## **Déclaration par**

**M. Urs Schmid,**

**Représentant permanent de la Suisse auprès de la**

**Conférence du désarmement**

# **Déclaration à l'occasion du panel thématique sur l'objectif à atteindre : un monde libre de mines antipersonnel d'ici à 2025**

**(APMBC Intersessionals 2016)**

**Genève, le 20 mai 2016**

**Seul le texte prononcé fait foi**

Madame la Présidente,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier, ainsi que les panélistes, d'avoir mené ce débat thématique et de la qualité de vos contributions. Permettez-moi également de remercier la présidence chilienne d'avoir choisi un sujet si important pour notre réunion. Ceci confirme que notre décision prise à Maputo d'organiser des panels thématiques durant les réunions de travail intersessions sur des thèmes choisis était judicieuse. Cela nous offre en effet l'opportunité de discuter et de réfléchir ensemble sur la situation globale du déminage humanitaire.

Me basant sur certains points que la Suisse a soulevé lors de la Première conférence internationale des donateurs (pledging conference) qui s'est tenue en mars ici à Genève, permettez-moi de partager avec vous certaines réflexions sur ce que l'on nomme communément « la dernière ligne droite » ou « the last stretch », à savoir la manière d'atteindre les objectifs de la Convention et, plus spécifiquement, l'objectif ambitieux d'un monde libre de mines antipersonnel d'ici à 2025.

De notre point de vue, la Conférence internationale des donateurs n'a pas uniquement donné une impulsion importante en faveur du financement de l'ISU. Elle a également transmis un signal politique fort : cette conférence a en effet réitéré notre engagement commun à poursuivre nos efforts pour atteindre l'objectif défini à Maputo, tout en mettant l'accent sur le fait qu'un monde libre de mines antipersonnel ne pourra se réaliser sans une volonté politique claire, y compris concernant le soutien financier. Beaucoup a déjà été accompli dans notre lutte contre les mines antipersonnel durant les deux dernières décennies. Néanmoins, l'objectif de 2025 ne pourra être atteint que si **l'engagement global** est maintenu, voire renforcé, et si **l'appropriation nationale** par les pays affectés est pleinement assumée. Le Plan d'action de Maputo se réfère fortement au concept de partenariat, et au fait que l'engagement conjoint des pays donateurs et affectés sont la clé pour aller de l'avant.

Permettez-moi maintenant d'élaborer quelque peu sur les termes « engagement général » et « appropriation nationale » :

- Le terme “engagement global” inclut plusieurs aspects, dont le rôle central que des pays donateurs comme la Suisse peuvent jouer. Dans le cadre de sa prochaine Stratégie antimines, qui couvrira la période 2016-2019, la Suisse continuera d'être un donateur actif et de soutenir notre lutte commune contre les mines, les armes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre. La Suisse s'efforcera à contribuer sur le long terme aux objectifs stratégiques suivants : la mise en œuvre complète et l'universalisation des traités pertinents, l'augmentation de la sécurité des populations vis-à-vis des mines antipersonnel et la mise en place des conditions adéquates pour un développement durable, ainsi que l'établissement d'une appropriation nationale parmi les communautés affectées et leurs autorités.
- Pour ce qui est du terme “appropriation nationale”, la Suisse estime que sa première signification renvoie au principe de responsabilité politique. Une pleine prise en compte de cette responsabilité permettra en effet aux Etats parties d'aller plus loin que la simple adoption de mesures juridiques ou mise en place d'autorités nationales, et de se conformer pleinement aux obligations découlant de la Convention. Afin de générer cette adhésion politique nécessaire, nous devons mettre en avant les avantages mutuels des Etats et de leurs populations qui découleront de l'adhésion à la Convention et de sa mise en œuvre.

Madame la Présidente,

La Suisse estime que la vision d'un monde libre de mines antipersonnel doit être intégrée dans le contexte plus large du désarmement, voire dans un contexte plus global encore. Le déminage humanitaire est en effet un catalyseur pour la paix et la sécurité, l'action humanitaire, et le développement durable. A nos yeux, ce message peut également renforcer les engagements nationaux nécessaires et l'appropriation nationale.

Nous pouvons nous appuyer sur des instruments multilatéraux, bilatéraux et régionaux dont la pertinence n'est plus à démontrer – leur utilisation efficace est la clé. La Suisse est prête à s'engager en ce sens.

Merci.